

Les services à profit social doivent rester à l'abri des coupes budgétaires

Vendredi 3 octobre 2014

la carte blanche

L'investissement dans les entreprises à profit social doit rester l'une des priorités des gouvernements régionaux. Garant de la cohésion sociale, vecteur d'emplois et acteur important de l'économie, ce secteur contribue à une prospérité durable au bénéfice de tous.

A la veille du conclave budgétaire qui dessinera concrètement les priorités du nouveau gouvernement wallon et la répartition des efforts financiers à réaliser, il est important de rappeler que ces orientations auront un impact sur la vie de l'ensemble des citoyens, des entreprises et des services publics. Ce n'est ni plus ni moins que notre modèle de société qui peut en sortir renforcé ou brisé.

Le choix politique est d'autant plus important que les défis sont nombreux: assainissements budgétaires, transferts de compétences et besoins sociaux grandissants (vieillesse, pauvreté, chômage, etc.) représentent un aperçu de la tâche qui attend nos gouvernements.

Comment répondre aux besoins sociaux-sanitaires croissants avec des budgets limités? Face à cette interrogation, il est essentiel que les gouvernements réaffirment leur adhésion à un modèle social fort, mais aussi qu'ils continuent à soutenir les services qui concrétisent au quotidien ce modèle. Pourtant, dans l'opinion publique, le doute s'insinue parfois, quand certains développent un discours individualiste et simpliste en martelant qu'investir dans le secteur à profit social constitue un coût démesuré pour la collectivité. A l'heure de poser des choix raisonnables et budgétairement tenables, il faut avoir une juste vision de l'apport du secteur à profit social à nos équilibres sociaux et économiques.

Son rôle social tout d'abord. En Belgique, 27.600 entreprises comptabilisant 660.000 travailleurs (17,2% de l'emploi) produisent des biens et services qui répondent aux besoins essentiels de la population. De l'accueil de l'enfance aux différents services d'accueil et d'hébergement des personnes âgées, fragilisées ou handicapées en passant par les hôpitaux, l'enseignement ou la culture, ces services ont ou auront, pour chacun d'entre nous, une place essentielle dans notre vie quotidienne et celles de nos proches.

A côté de ces impacts sociaux essentiels, la contribution du secteur à l'économie ne doit pas être minimisée. Ainsi le Bureau du Plan estime à près de 10% la contribution du secteur à la richesse «économique» (PIB). Toujours d'après le Bureau du Plan, le secteur connaît(ra) une croissance nettement supérieure à la moyenne des autres secteurs dans les années à venir.

Par ailleurs, ces entreprises permettent de réduire les dépenses publiques (l'insertion

socioprofessionnelle diminue les dépenses du chômage, etc.) et créent également des externalités positives en faveur de l'ensemble de la société (lien et cohésion sociale). Les entreprises marchandes sont également soutenues et renforcées par les activités du secteur: la disponibilité professionnelle, les compétences des travailleurs et leur bonne santé sont les fruits du travail de multiples entreprises à profit social (maison de repos, crèche, accueil de personnes handicapées, enseignement, formation, hôpitaux, etc.).

Depuis 2008, on mesure également que le secteur contribue à amortir la violence de la crise et à relancer l'économie. Ses activités non délocalisables et sa finalité sociale le protègent de fermetures brutales décidées par des actionnaires qui viseraient une rentabilité à court terme. Jacques Defourny, professeur d'économie à HEC-ULg, met clairement en lumière ce mécanisme stabilisateur: l'argent public consacré au secteur est transformé en salaires, largement dépensés dans l'économie locale et sur lesquels des cotisations sociales sont prélevées, en investissements (bâtiments et équipements) et en achat de fournitures auprès de prestataires locaux (services bureautiques et informatiques, horeca, etc.) sur lesquels une TVA est également prélevée.

Enfin, l'emploi du secteur représente 66% des coûts de production contre 38% dans le reste de l'économie. Par conséquent, les investissements publics qui y sont effectués créent de l'emploi durable et permettent de lutter contre le chômage, et ce d'autant plus efficacement lorsque des politiques de formation et d'encadrement sont conjointement mises en place. De manière exemplaire, avec un mécanisme tel que le Maribel social, le secteur à profit social prend des engagements chiffrés et mesurables, en termes de création d'emplois, engagements qui, statistiques à l'appui, sont respectés.

Recherche de l'intérêt général, saine tension salariale, travail porteur de sens, bénéfices alloués au profit de la finalité sociale, attention au bien-être des travailleurs... Là où certains s'enrichissent en créant des faux besoins de consommation auprès de leurs clients, le secteur offre des réponses collectives aux grands enjeux sociétaux et contribue à une prospérité durable au bénéfice de tous.

Soutenir les services à profit social permet de garantir le niveau de production, la qualité et l'indispensable accessibilité financière des services à profit social. Concrètement, chacun participe au financement selon ses revenus mais bénéficie d'un même service de qualité quelle que soit la hauteur de sa contribution. Maintenir ce modèle nécessite une forme de solidarité et de responsabilité des citoyens et des entreprises envers un secteur à profit social solide, rigoureux, conscient de la responsabilité qui lui incombe de transformer en bien-être collectif les moyens qui lui sont confiés.

Investir dans le secteur à profit social, c'est investir dans un environnement socio-économique sain et préparer notre avenir comme celui des générations futures. A l'heure de faire des choix, nos différents gouvernements ne doivent pas l'oublier.